



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 août 2022  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-septième session

Point 118 c) de l'ordre du jour provisoire\*

### Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

#### **Note verbale datée du 17 août 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et a l'honneur de se référer à la candidature de la République fédérale d'Allemagne au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, à l'occasion des élections qui se tiendront à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée, en octobre 2022 à New York.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente transmet également ci-joint le récapitulatif des engagements pris volontairement par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour réaffirmer sa détermination à promouvoir et à protéger tous les droits humains (voir annexe).

La Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Président de l'Assemblée générale de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée, au titre du point 118 c) de l'ordre du jour provisoire.

La Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Président de l'Assemblée générale les assurances de sa très haute considération.

---

\* [A/77/150](#).



**Annexe à la note verbale datée du 17 août 2022  
adressée au Président de l'Assemblée générale  
par la Mission permanente de l'Allemagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Allemagne à un siège au Conseil  
des droits de l'homme 2023 à 2025**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution [60/251](#)  
de l'Assemblée générale**

1. La République fédérale d'Allemagne a le plaisir de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, en vue des prochaines élections qui se tiendront à New York en octobre 2022.
2. Ayant siégé au Conseil depuis 2020, l'Allemagne a démontré son fort engagement envers le Conseil des droits de l'homme, ses mécanismes et ses objectifs. L'Allemagne est fière d'exercer les fonctions de Vice-Présidente du Conseil au sein de son Bureau. L'Allemagne croit fermement en une politique étrangère fondée sur des valeurs et en l'universalité des droits humains en tant que principe directeur de la coopération entre les États dans un ordre multilatéral équitable et fondé sur des règles, avec le soutien de personnalités influentes de la société civile et des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains. Elle souhaite être réélue immédiatement au Conseil des droits de l'homme pour continuer de promouvoir le respect des droits humains universels de toutes et tous.
3. L'Allemagne mène une politique étrangère fondée sur les droits humains. Elle s'est engagée à mener une politique étrangère féministe, à renforcer les droits, les ressources et la représentation des femmes et à promouvoir la diversité. L'égalité des genres et la participation pleine et véritable des femmes et des filles, sur un pied d'égalité avec les hommes, sont des conditions essentielles à la paix et à la sécurité durables.
4. Les efforts de promotion et de protection des droits humains se heurtent actuellement à des difficultés majeures. Les conflits armés et les régimes répressifs menacent les droits humains fondamentaux. Les changements climatiques ont des répercussions sur les conditions de vie des populations et la réalisation de leurs droits humains dans le monde entier. L'Allemagne est attachée à l'universalité des droits humains établie par les Nations Unies en 1948 dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que par les instruments internationaux relatifs aux droits humains applicables et les garanties relatives aux droits humains acquises en vertu du droit international coutumier. Dans ce contexte, l'Allemagne continuera de protéger les droits humains, notamment en collaborant avec ses partenaires au Conseil des droits de l'homme et en faisant progresser ces droits dans les domaines de la politique climatique, de la transformation numérique, de l'égalité des genres et du principe de responsabilité.

**Protection et promotion des droits humains à l'échelle nationale**

5. La protection et la promotion des droits humains, ainsi que le respect de ceux-ci, commencent dans notre propre pays. La réalisation des droits humains nécessite des efforts constants. L'Allemagne est partie aux conventions et pactes fondamentaux relatifs aux droits humains et les a intégrés dans son droit interne. Elle a pris de nombreux engagements concernant la protection des droits humains et tient compte des points de vue de ses partenaires sur la manière de mieux respecter, protéger et réaliser ces droits en Allemagne. À cet égard, elle attache une grande importance aux

contributions apportées par l'Examen périodique universel et les organes conventionnels, et a adressé des invitations permanentes aux titulaires de mandats au titre des procédures spéciales des Nations Unies.

6. L'Allemagne considère que la politique relative aux droits humains constitue une question transversale touchant tous les domaines de la société. La mise en œuvre d'un plan d'action national pour l'adhésion à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, les efforts déployés pour parvenir à l'intégration, à l'égalité des chances et à la participation des réfugiés et des migrants ainsi que pour élaborer un plan d'action national adapté de lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée, ne sont que quelques exemples de la détermination de l'Allemagne à améliorer la situation des droits humains au niveau national.

7. Créé en mars 2001, l'Institut allemand des droits humains, institution nationale indépendante pour la promotion et la protection des droits humains en Allemagne, est pleinement conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (statut « A »). Il suit de près et de manière critique les activités du Gouvernement en matière de droits humains, par exemple en publiant un rapport annuel sur la situation nationale des droits humains adressé au Bundestag allemand.

#### **Engagement international de l'Allemagne en faveur des droits humains**

8. L'Allemagne met tout en œuvre pour protéger et promouvoir les droits humains dans le monde entier en abordant les questions relatives aux droits humains lors des dialogues et consultations politiques bilatéraux, en apportant son soutien et en fournissant une coopération technique à des projets visant à améliorer la situation relative aux droits humains, et en prenant systématiquement en compte les droits humains dans ses programmes de coopération pour le développement, ses projets d'aide humanitaire et ses activités de prévention des conflits. Ses efforts se concentrent notamment sur les droits humains et les changements climatiques, la participation pleine et effective des femmes et des filles dans toute leur diversité, sur un pied d'égalité avec les hommes, et le respect des droits humains en ligne.

9. Dans le cadre de son engagement en faveur des droits humains, l'Allemagne a renforcé les capacités du Bureau de la Déléguée du gouvernement fédéral à la politique des droits de l'homme et à l'aide humanitaire. La Déléguée est l'interlocutrice allemande pour toutes les questions relatives aux droits humains. Elle voyage dans le monde entier pour participer à des dialogues sur les droits humains et travaille en étroite collaboration avec les représentants de la société civile et le Bundestag allemand.

10. En outre, l'Allemagne saisit l'occasion que lui offre sa présidence du G7 en 2022 pour renforcer l'ordre multilatéral et placer la question des droits humains au centre de tous les dossiers politiques mondiaux.

11. Lors de la soixante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, les États Membres de l'ONU ont adopté pour la première fois des mesures concrètes visant à renforcer les droits des femmes dans la lutte contre les changements climatiques et sont parvenus à un accord sur des mesures relatives à la participation des femmes et des filles dans tous les domaines de la lutte contre les crises climatiques. L'Allemagne a joué un rôle de premier plan dans la facilitation de ces négociations et encouragera activement la mise en œuvre de ces conclusions.

12. L'Allemagne est une fervente partisane de la Cour pénale internationale (CPI) et continuera de faire tout son possible pour veiller à ce qu'elle puisse travailler aussi

efficacement que possible et à ce qu'elle reçoive un large soutien de la part de la communauté internationale.

13. En outre, l'Allemagne soutient fermement les mécanismes du Conseil des droits de l'homme qui contribuent à mettre fin à l'impunité, tels que la commission d'enquête chargée d'enquêter sur toutes les violations présumées des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ou encore la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

14. L'Allemagne soutient résolument le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes depuis sa création. En 2021, par exemple, elle a soutenu résolument la reconnaissance, par le Conseil des droits de l'homme, du droit à vivre dans un environnement sain, propre et durable comme étant un droit humain découlant des obligations internationales préexistantes en matière de droits humains et inhérent à celles-ci, et continuera de promouvoir sa mise en œuvre.

15. L'Allemagne prend les engagements suivants :

- continuer de promouvoir l'universalité et l'indivisibilité des droits humains ;
- continuer de soutenir l'indépendance et la capacité autonome d'agir de toutes les institutions nationales des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris ;
- mettre à profit sa présidence du G7 en 2022 pour renforcer le multilatéralisme et faire converger les questions économiques, climatiques, environnementales et sociopolitiques avec la protection des droits humains ;
- soutenir et renforcer le cadre du Conseil des droits de l'homme en tant que principal forum des Nations Unies pour les droits humains et participer activement aux discussions sur l'efficacité et le statut institutionnel du Conseil ;
- continuer de soutenir la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et l'indépendance de son mandat ;
- poursuivre sa coopération étroite avec le HCDH en apportant, entre autres, un soutien politique et financier substantiel à ses travaux ;
- coopérer étroitement avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme, notamment en maintenant son invitation permanente aux procédures spéciales à se rendre en Allemagne ;
- continuer d'œuvrer en faveur de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits humains par un plus grand nombre de pays ;
- continuer d'œuvrer activement en faveur de l'Examen périodique universel en proposant des recommandations aux États et en coopérant avec les équipes chargées de l'Examen, l'Allemagne devant elle-même faire l'objet d'un examen en 2023 ;
- soutenir activement le processus de réforme des organes conventionnels de l'ONU afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience tout en garantissant l'indépendance de ces organes et de leurs experts ;
- continuer de promouvoir le rôle crucial de la société civile au sein du Conseil des droits de l'homme et de soutenir activement les défenseuses et défenseurs des droits humains dans le monde entier, notamment dans le cadre de son programme de relocalisation et de protection des défenseuses et défenseurs des droits humains (initiative Elisabeth Selbert) ;

- poursuivre son engagement à mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits humains et d'infractions au regard du droit international dans le monde entier en soutenant, par exemple, la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine du HCDH, le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar et d'autres mécanismes, ainsi que la CPI ;
- continuer d'œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable et de suivre une approche fondée sur les droits humains pour promouvoir le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
- continuer de renforcer les liens entre la lutte contre les changements climatiques et la protection des droits humains et de soutenir une approche fondée sur les droits humains pour orienter les politiques et actions mondiales en matière de changement climatique ;
- poursuivre ses efforts en vue d'instaurer une diplomatie climatique commune et cohérente et de parvenir à la justice climatique conformément au pacte vert pour l'Europe, au Programme 2030 et à l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, compte tenu de l'incidence des changements climatiques sur les droits humains ;
- continuer d'encadrer les échanges sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que sur l'accès à un logement convenable et les droits humains des victimes et des survivants de la traite des personnes ;
- mettre à profit son appartenance au Conseil des droits de l'homme et à la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'à d'autres instances internationales, pour promouvoir la participation pleine et véritable de toutes les femmes et les filles, sur un pied d'égalité avec les hommes, ainsi que pour soutenir l'établissement de normes et la réalisation des droits des femmes et des filles, notamment par sa candidature en 2022 à un siège au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et promouvoir l'émancipation économique des femmes ;
- participer activement à la mise en œuvre des conclusions concertées sur la réalisation de l'égalité des genres et l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs aux changements climatiques et à la réduction des risques environnementaux et des risques de catastrophes, adoptées par la Commission de la condition de la femme en mars dernier ;
- mettre en œuvre son troisième plan d'action relatif à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes et la paix et la sécurité pour la période 2021-2024 et élaborer un quatrième plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité ;
- poursuivre son engagement en faveur de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, notamment en mettant en œuvre le dispositif international correspondant et en soutenant les efforts de suivi du HCDH et de la Cour pénale internationale, notamment en Ukraine ;
- renforcer les droits, l'accès aux ressources et la représentation des femmes et des filles dans le monde entier et promouvoir la diversité sociale dans l'optique d'une politique étrangère féministe ;

- en tant que membre de la Coalition pour les droits égaux, lutter contre la violence et la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) et soutenir l'Expert(e) indépendant(e) chargé(e) de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, notamment par l'intermédiaire du Délégué du Gouvernement fédéral chargé de l'acceptation de la diversité sexuelle et de genre, et lutter contre toutes les formes de discrimination ;
- continuer d'œuvrer en faveur du droit à la liberté d'expression, lutter pour la liberté de la presse et la protection des journalistes, notamment par des programmes de bourses et de séjours temporaires en Allemagne, et lutter contre les discours de haine ;
- continuer de promouvoir le respect de la liberté de religion et de conviction et le dialogue interconfessionnel, notamment selon les principes promus par le Délégué du Gouvernement fédéral à la liberté de religion ou de conviction ;
- continuer de protéger et de promouvoir les droits des enfants, en particulier de ceux qui sont touchés par les conflits armés ;
- continuer de plaider en faveur d'un plan d'action de l'UE sur les entreprises et les droits humains fondé sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et d'améliorer le plan d'action national sur les entreprises et les droits humains conformément à la nouvelle loi nationale sur les obligations de diligence raisonnable des entreprises pour la prévention des violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement ;
- défendre et renforcer les droits humains, tant hors ligne qu'en ligne, notamment en promouvant la résolution sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique et en élargissant son champ d'application pour qu'elle prenne également en compte les répercussions de l'intelligence artificielle ;
- promouvoir activement la reconnaissance, par l'Assemblée générale des Nations Unies, du droit des personnes à vivre dans un environnement sain, propre et durable comme étant un droit humain découlant des obligations internationales préexistantes en matière de droits humains et inhérent à celles-ci, et plaider pour sa concrétisation et son application ;
- poursuivre ses efforts pour placer les droits humains au cœur des efforts de relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et promouvoir la solidarité et la coopération internationales ;
- continuer de présenter au Bundestag allemand, tous les deux ans, le rapport global du Gouvernement fédéral sur les droits humains, y compris un plan d'action pour les droits humains.

---